

# la Dette

du Tiers Monde



## Edito

Début d'année, des bilans, des vœux...

2010, c'est le décès brutal, fin mai, de Denise Comanne, co-fondatrice, avec Éric Toussaint, du CADTM, dont elle n'a pas pu fêter les 20 ans en novembre. Et ceux qui l'ont connue savent combien Denise aimait la fête...

- C'est la fête du 1er mai, en Bolivie : nationalisation de l'industrie des hydrocarbures.

- C'est, toujours en Bolivie (sans besoin de manifestations), la retraite qui passera à 58 ans (de 60 pour les femmes et 65 pour les hommes).

- C'est, malgré de fortes mobilisations dans les rues, la retraite des français qui reculera de 2 ans (67).

- C'est le FMI qui met finalement le pied dans la zone Euro, entrant par la Grèce, les bras chargés de "cadeaux" que nos amis du Sud ne connaissent que trop bien. Et comme il n'y a que le premier pas qui coûte, il passe ensuite à l'Irlande. Quels seront les prochains ?

- C'est un vent d'austérité qui souffle sur l'Europe, FMI ou pas. Principe de précaution, stratégie du choc, agenda capitaliste...

- Ce sont les banques qui font des bénéfiques records.

2011, c'est un vent d'espoir avec la victoire du peuple tunisien : "*Ben Ali a dégagé !*". Nous souhaitons que la suite soit à la hauteur de leurs sacrifices et une étincelle pour tous les peuples opprimés.



L'équipe du CADTM France

## Agenda

**28-01 | Bruxelles, Belgique**

Rassemblement contre l'austérité

**27-01 => 29-01 | Ouagadougou, Burkina**

FSM Dakar

**2-02 => 4-02 | Gorée, Sénégal**

Assemblée Mondiale des Migrants

**3-02 => 4-02 | Kaolack, Sénégal**

Activités sur les luttes des femmes et les Féminismes en Afrique

**23-01 => 6-02**

Caravanes des mouvements sociaux FSM 2011 / 2011 FSM's social movements caravanes

**6-02 => 11-02 | Dakar, Senegal**

Forum social mondial

**12-02 => 13-02 | Dakar, Sénégal**

Conseil international du FSM

**18-02 | Grenoble (38), France**

"Misère à crédit"

**22-02 | Grenoble (38), France**

Lectures de textes d'africains

**23-02 | Grenoble (38), France**

Conférence-débat

**24-02 | Liège, Belgique**

Présentation par Eric Toussaint de son livre "Un coup d'oeil dans le rétroviseur."

**1er-02 => 12-03 | Grenoble (38), France**

Sculptures de Milo Vouimba

Plus : <http://www.cadtm.org/Agenda>

## ➤ Petite leçon de géographie

" **L'Espagne n'est pas la Grèce.** " Elena Salgado Méndez, ministre espagnol de l'économie et des finances, février 2010.

" **Le Portugal n'est pas la Grèce.** " *Economist*, avril 2010.

" **L'Irlande n'est pas sur le territoire grec.** " Brian Lenihan, ministre des finances Irlandais.

" **La Grèce n'est pas l'Irlande.** " Giorgos Papakonstantinou, ministre grec des finances, novembre 2010.

" **L'Irlande n'est ni l'Espagne ni le Portugal.** " José Ángel Gurría, secrétaire général de l'OCDE.

" **L'Espagne n'est ni l'Irlande ni le Portugal.** " Elena Salgado (à nouveau), novembre 2010.

## ➤ Baa3 pour la Tunisie

L'agence de notation Moody's "*a dégradé de Baa2 à Baa3 la note de la dette souveraine de la Tunisie et a changé la perspective de stable à négative*", indique l'agence de notation dans un communiqué. Elle a également abaissé la note de la banque centrale à Baa3 avec une perspective négative, selon le texte.

L'agence justifie sa décision par "*l'instabilité du pays, due au récent changement inattendu du régime (ndlr: du président Zine El Abidine Ben Ali), résultant d'une crise politique qui a débuté par des émeutes sociales*". Elle pointe aussi "*les importantes incertitudes économiques et politiques*" et la poursuite des troubles et la situation politique "*qui met en danger la stabilité du pays*".

## Les OMD vont-ils offrir un monde meilleur ?

En septembre 2000, les États membres de l'ONU prennent un pari de taille : ils s'engagent, individuellement et collectivement à réaliser, en quinze ans, huit objectifs pour réduire la pauvreté dans le monde. Des objectifs très controversés : tandis que certaines organisations internationales n'y voient qu'une demi-victoire, le mouvement altermondialiste, quant à lui, remet vivement en question le bien-fondé même des OMD et va jusqu'à crier au scandale.

**" Ces objectifs sont timides, frileux, modestes et inadaptés ! "**

**Hugo Combe : Le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-monde (CADTM) semble extrêmement critique à l'égard des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Pourquoi ?**

**Damien Millet :** Nos critiques des OMD sont du même ordre que celles que nous formulons sur la logique économique mondiale. Le problème majeur est que l'on ne se donne pas les moyens d'atteindre ces objectifs alors même qu'ils existent. Par exemple, avec ou sans OMD, les pays du nord avaient déjà décidé dès 1970 de reverser 0,7 % de leur revenu national brut à l'Aide publique au développement. Or en 2008, seulement cinq d'entre eux ont respecté cet engagement : la Suède, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Norvège et le Danemark. À quoi bon se fixer des objectifs du millénaire pour le développement dans ce contexte ? Cela nous paraît très hypocrite : on fait croire que le problème est traité alors qu'il ne l'est pas puisque les pays riches n'ont aucun compte à rendre pendant quinze ans. De plus, on essaie de nous convaincre que l'on peut remédier à la pauvreté sans changer le système économique mondial, alors que ce dernier en est la principale cause.

**Ne vaut-il quand même pas mieux de tels objectifs que rien ?**

**D. M. :** A priori, nous n'avons rien à redire sur les huit objectifs, en particulier les sept premiers. Mais si l'on y regarde de plus près, on est en droit de se poser des questions sur la

manière dont ils ont été élaborés et sur les indicateurs choisis. Par exemple, le premier objectif vise à réduire de moitié la pauvreté dans le monde. D'abord, pourquoi réduire de moitié la pauvreté et pas simplement la supprimer ? Ensuite, on voit qu'il s'agit de réduire la proportion de personnes pauvres de moitié, mais pas leur nombre absolu. Or, compte tenu de l'évolution démographique mondiale, si le nombre de pauvres reste le même, la proportion diminuera d'elle-même. Et pour être sûr d'obtenir des résultats satisfaisants, on a pris comme données de référence celles de 1990 alors que les objectifs ont été fixés en 2000. C'est aberrant. Mais le plus grave réside dans le huitième objectif qui prévoit de " poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire ". Il s'agit là d'appliquer au monde entier l'ouverture à la concurrence sans rien toucher aux règles économiques injustes qui gouvernent le monde. La vraie question qu'il aurait fallu se poser est : " *Quel modèle économique pour lutter contre la pauvreté ?* ".

**Le CADTM critique violemment les actions du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Selon vous, quels rôles pourraient-ils jouer dans la lutte contre la pauvreté ?**

**D.M. :** Aucun. À mon avis, on devrait supprimer ces institutions. Elles ne font qu'organiser le monde à l'avantage des grandes puissances, en appauvrissant les plus pauvres par des mesures coercitives. L'un des problèmes, avec les OMD, est qu'à l'inverse des mesures dictées par ces deux institutions, ils n'ont pas de valeur contraignante. Certes, l'ONU produit un grand nombre de rapports souvent très intéressants sur la nature des problèmes et leurs solutions éventuelles, que ce soit via l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO pour Food and agriculture organization) ou l'Unesco. Mais elle ne donne que des recommandations. À l'inverse, le FMI et la Banque mondiale imposent aux pays pauvres des mesures qui les appauvrissent ; l'augmentation de leur dette les empêche de mettre en œuvre des politiques en faveur de l'éducation, de la santé...

**Pensez-vous que les objectifs ont une chance d'être quand même atteints ?**

**D.M. :** Absolument pas. Personne n'est prêt à dégager les moyens pour aboutir à un quelconque résultat. Bien sûr, certains efforts ont été consentis, mais les sommes dégagées sont minimales. Or, supprimer la pauvreté dans le monde, ce n'est pas de la charité, c'est de la justice et les milliards dont on a besoin existent. Par exemple, une étude réalisée par la Banque mondiale en 1998 a montré que 80 milliards de dollars supplémentaires par an pendant dix ans, soit 800 milliards, permettraient d'assurer à la totalité de la population mondiale l'accès aux services sociaux essentiels : eau potable, soins de santé de base avec un système sanitaire, éducation primaire pour tous. Si l'on compare cette somme avec le patrimoine des 1 125 milliardaires et multimilliardaires de la planète, on voit qu'il y a des moyens d'action. Le CADTM propose un impôt exceptionnel sur la fortune des milliardaires pour résoudre une bonne partie des problèmes de l'humanité. Mais que faire sans plan d'action, sans agenda contraignant, sans sanction pour les pays riches ? Rien. Non seulement ces objectifs sont frileux, timides, modestes et inadaptés, mais en plus ils ne seront pas réalisés.

**L'opinion du CADTM est-elle écoutée, partagée, suivie ?**

**D.M. :** Il y a deux catégories d'ONG, les radicales et les réformistes. Les réformistes considèrent que même si les choses ne sont pas faites comme il faudrait, il faut réussir à en tirer ce qu'il y a de positif, ce qui va dans le bon sens. Celles-ci participent donc à la mise en œuvre des OMD et font ce qu'elles peuvent pour que des résultats soient obtenus. Les ONG radicales, à l'inverse, refusent le compromis et ne peuvent pas se satisfaire d'un entre-deux médiocre. Le CADTM fait partie de la seconde catégorie. Notre position est largement partagée, notamment dans le mouvement altermondialiste. Je pense par exemple à ATTAC, à Survie, au réseau Jubilé Sud... Cela représente tout de même du monde, mais apparemment pas encore assez pour inverser le rapport de force.

 Damien Millet

interviewé par Hugo Combe



- La faim affecte 1,2 milliard de personnes à travers le monde. Sept sur dix d'entre elles sont des femmes et des filles.
- Des millions d'enfants commencent leurs études primaires mais abandonnent avant d'avoir acquis des connaissances de base en lecture et en calcul.
- Les femmes détiennent seulement 18 % des sièges dans les assemblées parlementaires.
- Chaque année, 536 000 femmes meurent suite à des complications au cours de leur grossesse ou de leur accouchement.
- Deux tiers de ceux et celles atteints du VIH vivent en Afrique subsaharienne. La plupart sont des femmes.
- 1,2 milliard de personnes n'ont pas d'accès à des installations sanitaires élémentaires.
- L'aide aux pays les plus pauvres est bien moindre que l'objectif prévu pour 2010.

PNUD

# Haiti, du séisme au choléra : chronique de l'échec de la reconstruction

C'était il y a un an. Un terrible séisme de magnitude 7 frappait violemment la population haïtienne. Les victimes se comptaient par centaines de milliers tandis que plus d'un million de personnes étaient soudainement jetées à la rue, leurs habitations ne ressemblant alors qu'à des tas de gravats. Malgré l'élan de générosité et de solidarité internationale qui fait suite à l'annonce de cette catastrophe, les promesses d'hier sont aujourd'hui loin d'être satisfaites.

## " Petite compétition entre amis "

L'importante médiatisation et la vive émotion que cette catastrophe a suscitées au delà des simples frontières haïtiennes permettent, dans les jours qui suivent le 12 janvier, une relative assistance internationale en matière de secours d'urgence. Les États se bousculent alors pour « se tenir aux côtés » des Haïtiens en " cette période difficile "1. Expriment tour à tour leur " profonde émotion "2, une course à l'assistance est lancée dans les quelques jours qui suivent le séisme. La question de la reconstruction en Haïti soulève de nombreuses opportunités pour les " pays amis ". Si certains mettent en avant " leurs relations historiques " - qui par ailleurs, sont basées sur la colonisation, l'exploitation et l'occupation militaire- pour légitimer leur soutien, d'autres pays, à l'image de Cuba ou du Venezuela, adoptent une attitude différente. Pour Sony Esteus, directeur exécutif de la Société d'Animation et de Communication Sociale (SAKS), " la différence notable, c'est que la coopération se fait dans le respect des droits, mais surtout, dans la dignité du peuple haïtien "3, avec le Venezuela et Cuba. Les soutiens financiers se multiplient tandis que la misère de la population, vendue à travers le monde, s'est transformée en une véritable source de revenus. Des milliards de dollars sont ainsi promis, mais la population haïtienne n'en voit pas la couleur.

Ces circonstances dramatiques auraient dû renforcer le rôle de l'État. Seulement, c'est le contraire qui s'est passé. Plutôt que d'être placé au centre de la gestion de l'assistance humanitaire et de la reprise des activités quotidiennes, sans oublier l'élaboration et la

définition de politiques publiques favorisant les démunis, l'État et ses instances sont plus faibles que jamais. La Communauté Internationale s'est emparée du processus de reconstruction, et la diversité des acteurs mais aussi des intérêts empêchent toute avancée constructive. C'est ainsi que tous les plans de reconstruction sont quasiment exclusivement orientés vers la promotion de l'assistance étrangère, de l'investissement étranger et du libre-échange. Chaque État appuie les intérêts de ses entreprises et agences tandis que les Organisations Internationales s'imposent en interlocuteurs privilégiés, faisant la jonction entre l'État haïtien et les intérêts privés étrangers.

## De l'urgence à la concrétisation, il y a plus qu'un pas !

Si quelques projets intéressants se sont concrétisés, il est clair que très peu a été fait. La Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH), mise sur pieds pour gérer les fonds et approuver les projets qui seront financés par ces mêmes fonds, a approuvé 74 projets au 17 décembre 2010 pour un montant total de 1,6 milliard de dollars. Récemment, un projet des États-Unis et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) d'un montant de 174 millions de dollars pour la création d'un parc industriel de 150 hectares dans la région nord du pays, vient d'être adopté. Ce parc sera exploité par une société de gestion privée. Cet exemple montre que les priorités sont clairement définies : les intérêts des entreprises priment sur celui des Haïtiens.

Pourtant, les traces du séisme sont toujours visibles partout où que l'on aille dans la capitale. Des tonnes de gravats forment toujours la toile de fond du paysage de Port-au-Prince. Seul un faible pourcentage a été enlevé, ce qui n'améliore en rien le quotidien des Haïtiens. Des camps de fortune continuent de s'étendre dans les rues, et le problème du logement de la population n'a pas avancé d'un pouce. Les conditions de vie dans ces camps sont absolument désastreuses et font complètement l'impasse sur les droits humains. Ni eau ni électricité ne sont disponibles. En ce qui concerne le secteur économique, il est au point mort. Le taux de chômage reste endémique, atteignant presque 80% de la

population. Les femmes sont par ailleurs davantage touchées que les hommes par ces conditions sanitaires exécrables. De nombreuses incertitudes persistent quant à l'avenir des ces hommes et de ces femmes, qui luttent au jour le jour, contre les conséquences toujours présentes du séisme.

## Passer de l'incertitude à l'action : un autre Haïti est possible !

Les Haïtiens sont les grands absents du processus de reconstruction. Ils savent malheureusement que le processus électoral en cours n'offre pas d'alternatives concrètes. Totalement exclus des concertations et des discussions, les mouvements sociaux s'organisent pourtant pour exprimer leurs idées. Les récentes révoltes dirigées contre la Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH) ne sont pas seulement l'expression d'un malaise ayant pour cause le choléra. Car les Haïtiens n'ont pas attendu la diffusion de la maladie pour demander le départ de cette mission, au motif que les militaires et les policiers composant les contingents se sont rendus coupables de plusieurs exactions et actes de violence. Elles reflètent plutôt l'exaspération des Haïtiens contre les organisations étrangères en général, et la MINUSTAH en particulier, qu'ils considèrent comme la courroie de transmission de l'impérialisme des pays dits « amis ». La Banque mondiale ou le FMI sont aussi très impopulaires. En effet, ces dernières voient dans l'instabilité consécutive au séisme une opportunité pour approfondir la mise en place de politiques néolibérales et impopulaires.

En conclusion, un an après la catastrophe, le quotidien des Haïtiens reste précaire. La situation, loin de s'améliorer s'est même empirée suite à l'apparition du choléra. L'ingérence extérieure neutralise la possibilité de rompre avec les anciens schémas néolibéraux sur lesquels le développement d'Haïti s'est construit. Pourtant, il s'agit non pas de reconstruire Haïti, mais de construire un autre Haïti, avec comme fil conducteur la satisfaction des besoins fondamentaux.

 Sophie Perchellet

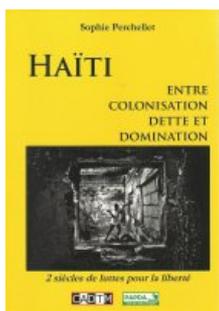
1 <http://www.america.gov/st/develop-french/2010/January/20100113153202esnamfuak8.532351e-02.html?CP.rss=true>

2 <http://www.lepoint.fr/actualites-monde/2010-01-13/catastrophe-haiti-sarkozy-fait-part-de-sa-profonde-emoion/924/0/412940>

3 Propos recueillis par l'auteure

4 <http://www.cirh.ht/sites/ihrc/fr/News%20and%20Events/News/Pages/ApprovedProjects.aspx>

5 Pour plus d'informations sur la reconstruction, voir notamment « *Haïti : entre colonisation, dette et domination. Deux siècles de lutte pour la liberté* ». Sophie Perchellet.



## Haiti. Entre colonisation, dette et domination

Issu d'une collaboration entre le CADTM et la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA), cet ouvrage présente en détail l'histoire et les multiples facettes de la situation actuelle d'Haïti après le séisme meurtrier de janvier 2010.

A bien des égards, ce pays « le plus pauvre d'Amérique latine » est un cas d'école au vu des moyens mis en place par les classes dominantes pour asservir les insoumis. Son étude est donc particulièrement utile pour pointer les vraies causes de la domination, de la misère et du non-respect des droits humains fondamentaux, tout en développant les revendications des mouvements sociaux sur place et en présentant des alternatives progressistes et radicales en rupture avec le modèle capitaliste.

Sophie Perchellet

Éditions CADTM / PAPDA - ISBN : 978-2-930443-15-7 - 160p - Prix : 12€

Commandez le livre en ligne sur le site du [CADTM](http://www.cadtm.org) !

## Devinette **Question géographique...**

### Je suis un pays...

En 1970, ma dette publique externe s'élevait à un demi milliard de dollars US...

Entre 1970 et 2009 j'ai payé en cumulé 13 milliards d'intérêts...

Toujours entre 1970 et 2009, j'ai remboursé (service de la dette: intérêts + principal) **38,5 milliards de dollars...**

Sur la même période, j'ai réalisé **35,9 milliards** de nouveaux emprunts...  
J'ai donc remboursé **2,47 milliards** de plus que tout ce que j'ai emprunté sur la même période...

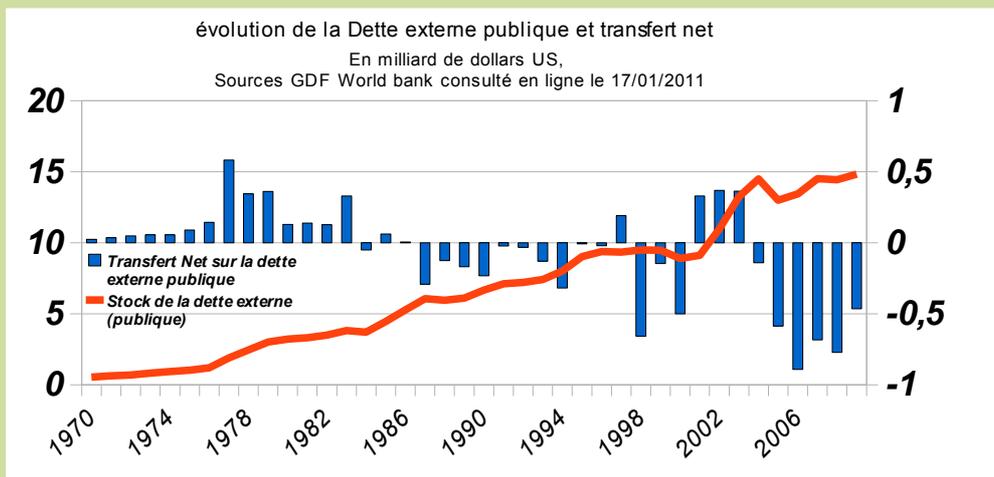
Pourtant en 2009 ma dette publique externe s'élève à... **14,4 milliards de dollars...**

Je suis... je suis...

### Indice tableau (en milliards de dollars) :

	1970	1980	1990	2000	2009
<i>Stock de la dette externe (publique)</i>	0,54	3,21	6,66	8,88	14,44
<b>Périodes</b>	<b>1970-1979</b>	<b>1980-1989</b>	<b>1990-1999</b>	<b>2000-2009</b>	<b>1970-2009</b>
Remboursements : <i>Service de la dette</i> (intérêts + principal)	1,29	7,09	12,72	17,27	38,37
Dont : <i>intérêts</i> payés	0,50	2,64	4,44	5,47	13,05
Nouveaux emprunts	3,03	7,24	11,34	14,29	35,90
Différence entre les nouveaux emprunts et les remboursements : <i>Transfert net sur la dette publique</i>	1,74	0,15	-1,38	-2,98	-2,47

### Indice graphique :



### Indice FMI <sup>1</sup> :

" 21. La réforme du système de sécurité sociale est indispensable pour contenir les pressions s'exerçant sur les dépenses.

22. Le régime fiscal pourrait être rendu plus favorable aux entreprises.

(...)une réduction de l'impôt sur les bénéfices des entreprises, compensée par un relèvement du taux normal de la TVA ainsi qu'un élargissement de son assiette moyennant l'élimination de certaines exonérations, serait susceptibles de stimuler la croissance. (...)

*Les services du FMI encouragent les autorités à mettre en œuvre les réformes qui y contribueront avec la même résolution et le même pragmatisme dont elles ont fait preuve par le passé. "*

Je suis, je suis...

### Attention, dernier indice...

Gouverné par un dictateur (élu à plus de 90 %), présenté comme un parfait démocrate et un modèle, lorsque ma population se soulève, le gouvernement français me propose son " savoir faire " et son matériel pour la réprimer dans le sang...

Je suis, je suis...

 Olivier Chantry

### Réponse <sup>2</sup> :

<sup>2</sup> Par le passé, aucun Tunisien n'a donné son accord pour emprunter. C'est donc une dette odieuse ! Le peuple Tunisien a le droit d'abolir ces dettes...

" À la suite du scrutin présidentiel du 25 octobre 2009, le président Nicolas Sarkozy a adressé une lettre de félicitations au président Ben Ali, l'assurant que la France accompagnerait et soutiendrait le processus de réformes dans tous les domaines :

" Monsieur le Président,  
Au lendemain de votre réélection à la présidence de la République, je souhaite vous faire part de mes sincères félicitations.

(...)  
Les progrès et les réalisations de la Tunisie en font un modèle dans la région. La France se tient à vos côtés pour accompagner et soutenir le processus de réformes dans tous les domaines, y compris les réformes politiques qui constituent à mes yeux la continuité naturelle de la politique de modernisation et d'ouverture conduite en Tunisie sous votre impulsion.

(...)  
Vous renouvelant mes félicitations et vous adressant tous mes vœux de succès pour votre nouveau mandat, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma très haute considération. "

Nicolas Sarkozy "  
[http://www.ambassadefrance-tn.org/france\\_tunisie/spip.php?article730](http://www.ambassadefrance-tn.org/france_tunisie/spip.php?article730)  
Consulté le 19 janvier 2011

<sup>1</sup> 2010 Fonds monétaire international septembre 2010

<http://www.imf.org/external/country/TUN/index.htm>

Rapport du FMI n° 10/282 Tunisie : Consultation de 2010 au titre de l'article IV — Rapport des services du FMI; note d'information au public sur l'examen par le Conseil d'administration; et déclaration de l'administrateur pour la Tunisie

Le FMI a été créé en 1944 à Bretton Woods (avec la Banque mondiale, son institution jumelle). Son but était de stabiliser le système financier international en réglementant la circulation des capitaux.

À ce jour, 187 pays en sont membres (les mêmes qu'à la Banque mondiale).

Son conseil d'administration est composé de 24 membres. Huit pays ont un administrateur : les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Arabie saoudite, la Chine et la Russie. Les seize autres sont nommés par des groupes de pays.

Le conseil d'administration élit un directeur général pour cinq ans, par tradition un européen. Depuis novembre 2007 c'est le français Dominique Strauss-Kahn qui est à la tête de cette institution.

Tout pays qui devient membre du FMI se doit de verser un droit d'entrée appelé "quote-part", calculée en fonction de l'importance

économique et géopolitique du pays. Certains pays payent leur cotisation en or et l'Afrique du sud lui en a vendu en 1970-1971 de grosses quantités. Le FMI est le troisième détenteur de métal jaune du monde; fin mars 2008, ses réserves s'élevaient à 103 millions d'onces (3 217 tonnes).

Comme à la Banque mondiale, le nombre des droits de vote d'un pays est fonction de sa quote-part. Les États-Unis ont plus de 16% suivis par le Japon, l'Allemagne, le groupe emmené par la Belgique, puis la France et le Royaume-Uni.

Comme à la Banque mondiale, le seuil de 85% permet aux États-Unis de faire la pluie et le beau temps au FMI. En effet, cette majorité de 85 % est requise pour toutes les décisions importantes engageant l'avenir du FMI. Et comme à la Banque mondiale, les États-Unis sont le seul pays à détenir plus de 15 % des droits de vote, d'où un droit de veto de fait...

Le groupe emmené par le Togo, qui regroupe 24 pays d'Afrique noire (francophones et lusophones) et représente 225 millions d'individus, possède seulement 1,39 % des droits de vote.

Devant ces déséquilibres aussi flagrants les pays émergents ont demandé la révision des droits de vote. En 2006, le FMI a proposé une réforme. Au lieu de remettre à plat une organisation fondamentalement bancaire, la décision a été prise de compliquer les choses avec un réaménagement en plusieurs temps et sur plusieurs années. La première phase n'a concerné que quatre pays émergents, proches des États-Unis et qui d'ailleurs achètent en masse des bons du Trésor états-unien : les heureux élus sont la Chine, la Corée du Sud, le Mexique et la Turquie. Ils ont dû se contenter de quelques miettes. Dominique Strauss Kahn a fait de la poursuite de la démocratisation du FMI son principal cheval de bataille, on attend la suite. Mais une chose est sûre : le partage du pouvoir au FMI était une mascarade, il le restera...

Répartition des droits de vote entre les 24 administrateurs du FMI en janvier 2011					
Pays	%	Groupe présidé par	%	Groupe présidé par	%
États-Unis	16,74	Belgique	4,99	Thaïlande	3,51
Japon	6,01	Pays-Bas	4,77	Égypte	3,19
Allemagne	5,87	Mexique	4,44	Suisse	2,82
France	4,85	Italie	4,10	Brésil	2,41
Royaume-Uni	4,85	Canada	3,63	Inde	2,35
Arabie saoudite	3,16	Danemark	3,43	Iran	2,42
Chine	3,65	Australie	3,58	Argentine	1,95
Russie	2,69	Lesotho	3,18	Togo	1,26

Source : FMI

Avec un tel système, on se rend compte que les pays de la Triade parviennent sans mal à réunir la majorité des droits de vote et ont donc toute facilité pour piloter le FMI.

Leur pouvoir est démesuré si on le compare à celui des PED dont les droits de vote sont ridiculement réduits eu égard à la taille des populations qu'ils représentent.

Pays ou groupe	Population en 2005 (en millions)	Droits de vote au FMI (%)
Chine	1 313	3,65
Inde	1 134	2,35
États-Unis	300	16,74
Groupe présidé par le Togo	225	1,26
Russie	144	2,69
Japon	128	6,01
France	61	4,85
Arabie saoudite	24	3,16

Source : FMI ; PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008*

Les prêts du FMI sont assortis de conditionnalités dictant aux pays les mesures d'austérité à prendre. Seulement si ces conditions sont appliquées l'argent est versé, par tranches, certaines tranches pouvant être suspendues si le pays ne satisfait plus aux exigences.

En 2008, les pays empruntaient au FMI à un taux de 4,15%, les pays riches lui prêtaient à 2,98%.

Depuis les années 90 le FMI se trouvait dans une situation difficile, le nombre de prêts avait nettement baissé, certains pays, et non des moindres, avaient soldé leur compte, et la

contestation grandissante avait bien terni son image. En avril 2008, le conseil d'administration du FMI a approuvé la vente de 403 tonnes d'or, pour une valeur de 11 milliards de dollars afin de renflouer les caisses.

Puis la crise est passée par là et lui a permis de revenir au devant de la scène. Le G20 d'avril 2009 s'est engagé à tripler ses réserves, et le voilà redevenu le « sauveur », « aidant » maintenant aussi les pays du Nord victimes de la crise. Mais les pratiques n'ont pas changées, malgré les belles paroles de son directeur annonçant un « nouveau » FMI.

Au Nord comme au Sud, la recette est toujours la même : l'austérité, encore l'austérité. Réduction des dépenses publiques, des budgets sociaux, des salaires, des retraites, augmentation de la TVA, privatisations, ouverture des marchés... Bref, les plans d'ajustement structurel transposés au Nord, ces "conseils" qui ont déjà fait tant de dégâts dans les pays en développement, car le FMI est bien un outil au service du système capitaliste.

 Yvette Krolikowski

d'après le livre [60 questions/60 réponses](#)



" L'argent est un bon serviteur mais un mauvais maître "

Ce dicton plein de sagesse résume bien ce qui me semble être le sens profond du documentaire captivant et instructif de Charles Ferguson, Inside Job (que je traduirais volontiers par Délit d'initié). Ce film fascinant, que j'ai eu la chance de voir lors d'un débat organisé par l'unité nîmoise d'ATTAC, nous plonge et replonge dans les coulisses immondes de la Crise Financière suintant de cupidité sans borne, de lubricité malsaine, de malhonnêteté éhontée et de mauvaise foi accablante. Il fait une bonne synthèse de la crise actuelle et ses origines récentes et nous offre un excellent support pour animer un débat à ce sujet, mais aussi pour élargir sur la problématique de la dette en générale et de la dette des pays du Tiers monde, en particulier, qui est au cœur des préoccupations du CADTM.

Le film commence par l'exemple frappant de l'Islande, transformée du jour au lendemain, d'un pays tranquille en excellente santé financière, en pays exsangue au bord de la crise

de nerfs financière faite à une louche presque mortelle de soupe néolibérale préparée avec soin par nos "cuisiniers" préférés, descendants de l'école de Friedman : Lawrence Summers, Alan Greenspan, Ben Bernanke, William Paulson et cie. Il se poursuit en démontrant comment cette crise s'est mise en place progressivement depuis celle de 2001 à coup de dérèglementation quasi-absolue de notre système financier et bancaire, avec l'accord de nos chers dirigeants politiques.

Au fil de l'analyse, nous découvrons tous ces instruments financiers hautement complexes censés assurer la stabilité du système monétaire, mais qui en fin de compte semblent pourrir celui-ci de l'intérieur tout en enrichissant surtout les milliardaires et, par extension, les créateurs de ces instruments, la plupart professeurs d'universités américaines prestigieuses (qui encaissent sans aucune honte des sommes inavouables (\$125.000) pour la rédaction d'un article favorable à l'égard de ces produits financiers pervers et variés...). Vous l'aurez compris : on soupçonnait les hommes politiques d'avoir des rapports douteux avec le monde de la haute finance, mais quand on voit que c'est aussi les professeurs doctes des plus grandes universités, un certain malaise nous envahit...

Ce sentiment est exacerbé lorsque nous apprenons comment les traders et banquiers se détendent à la fin de leurs journées éprouvantes : ils se rendent à la maison close sur Wall Street, tout près de leurs bureaux. Là, ils paient environ \$1000 / heure pour des services, comptabilisés comme frais de représentation ou autre, frais qui mangeraient, selon le film, 5% du chiffre d'affaires de ces grandes entreprises financières responsables de la crise qui, par écrans interposés, grâce à ces instruments de torture financier, reprennent les maisons de millions de gens dupés auxquels on n'aurait jamais dû prêter de telles sommes... " Mais c'est si rentable... "

Enfin, vint Obama. Pour changer le système selon ses larges promesses électorales : du

changement auquel on pourrait croire ! " Enfin, pourquoi pas nettoyer tout ça - à coup de karcher - bien entendu ! " On ira tous au paradis... Seulement. Seulement ce sont ses amis - tous ces néo Chicago boys qui veulent déréguler tout pour trouver le salut final...- qu'il nomme pour diriger les finances du pays : à peu près les mêmes que ses prédécesseurs et la boucle est bouclée : 'O...'

On pourrait reprocher à ce film de se focaliser trop et presque uniquement sur le rôle joué par les sociétés, institutions, et hommes politiques américains dans cette crise. On voit DSK et Christine Lagarde, mais leurs interventions ne durent que quelques secondes et ils ne nous disent pas grand'chose... Le style du montage, basé sur le zapping, est aussi regrettable. C'est sans doute l'esthétique dominante " grisée par la vitesse " et qui marche merveilleusement bien à créer de l'énergie dramatique, mais on peut toujours vouloir une réponse plus appropriée qui résisterait aux forces dominantes d'une manière plus convaincante. Malgré ces remarques négatives, j'ai bien aimé ce film car il m'a rappelé avec force les acteurs principaux du passé récent responsables du chaos financier d'aujourd'hui (Friedman, Reagan, Greenspan, Summers, Thatcher et cie), tout en montrant la complexité inexcusable des Grands Professeurs. Et nous comprenons bien qu'avec de tels génies, il va de soi que le système s'est détraqué : la route de retour ne sera pas facile, mais j'espère que nous pourrions contribuer à un monde plus juste économiquement grâce à nos efforts de militants au sein du CADTM. D'ailleurs, le livre récent d'Eric Toussaint *Un coup d'œil dans le retroviseur : l'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui* est une bonne ressource pour compléter le propos du film et on peut en conseiller vivement la lecture lors des débats autour de ce film.

Et surtout, n'oublions jamais que l'argent est un bon serviteur mais un maître impitoyable !

Charles La Via

- Le gouvernement néerlandais veut économiser 370 millions € par an de dépenses d'éducation pour rembourser aux banques, les dettes causées par la crise bancaire. Les étudiants manifestent.
- Portugal. Baisse des salaires de la fonction publique, plafonnement des prestations sociales, augmentation de deux points de la TVA et même hausse des impôts, il s'agit pour le Portugal de la plus sévère cure d'austérité depuis quinze ans.



**2011 : j'adhère au CADTM !**

NOM (en capitales): \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_ Mel : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications :

[ ] 48 euros [ ] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [ ] 10 euros [ ] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [ ] 38 euros [ ] 22 euros (petits revenus)

Adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**

**Bulletin du CADTM France**  
 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau – France  
 Tél : 00 33 (0)2 38 59 98 28  
 Email : france@cadtm.org  
 Directeur de la publication : Claude Quémard  
 Mise en page : Yvette Krolkowski  
 ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution